

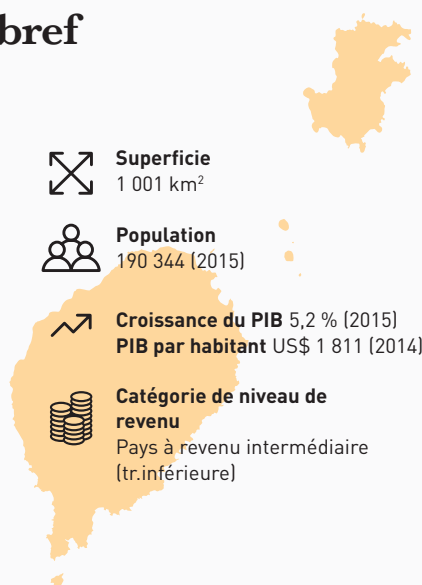


SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE

1. Contexte du pays

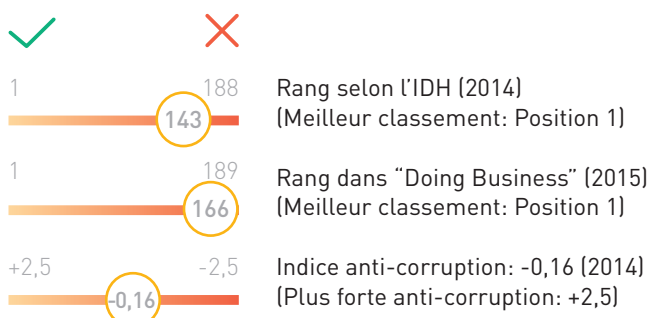
Sao Tomé-et-Principe a entrepris d'importantes réformes pour améliorer sa politique fiscale et son système judiciaire. En raison des dérapages budgétaires rencontrés en 2014, il était difficile de maintenir le budget pour 2015, d'améliorer le secteur économique et de financer des projets d'investissement. Néanmoins, malgré ces difficultés, le pays a enregistré des progrès : le PIB en 2015 était de 5,2 % par rapport à 4,5 % en 2014. En outre, le pays est passé de la 169ème place dans le classement Doing Business 2014 à la 153ème place en 2015. En ce qui concerne la réforme du système judiciaire, le gouvernement s'est engagé dans de grandes consultations auxquelles participe un large éventail d'acteurs de la société afin de créer une vision commune d'un système judiciaire accessible à tous les citoyens et une paix et une sécurité durables. Sao Tomé-et-Principe enregistre des progrès significatifs dans la réalisation des OMD : le taux de scolarisation dans le primaire atteint les 99 %, le taux de mortalité infantile est de 3,8/1 000 naissances et le taux de mortalité maternelle de 76/100 000 naissances. Il importe également de noter qu'aucun cas de paludisme n'a été enregistré depuis 2014. Le pays est très vulnérable aux catastrophes naturelles. En collaboration avec divers organismes des Nations Unies, le gouvernement a entrepris une évaluation des capacités en 2015 pour réduire les différents risques. Les principaux partenaires qui ont fait rapport pour ce cycle de suivi sont l'Union européenne, la Banque mondiale, l'OMS et le Fonds international de développement agricole (FIDA).

En bref

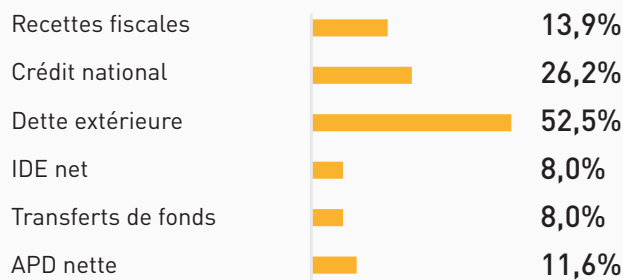


Indices clés de développement :

APD par habitant US\$ 207 (2014)



Ressources (% Produit intérieur brut)



Défis majeurs de développement

Sao Tomé-et-Principe est fortement tributaire de l'APD (93 % du budget de l'État en 2015). Pour relever ce défi, le pays a organisé une conférence en octobre 2015 à Londres à laquelle les partenaires publics et privés ont été invités à discuter des investissements privés, de la création d'emplois et de la lutte contre la pauvreté. Cela a abouti à un projet en haute mer qui prévoit la participation de plusieurs partenaires dans les domaines principaux tels que la production d'énergie hydraulique. D'autres perspectives de croissance concernent les secteurs de l'agriculture traditionnelle et du tourisme, ainsi que des mesures d'efficacité comme le déverrouillage de la croissance du crédit, l'amélioration des comptes budgétaires et l'exécution d'une nouvelle enquête sur le budget des ménages pour mieux cibler les mesures de réduction de la pauvreté.

2. Efforts pour mettre en oeuvre les principes d'efficacité

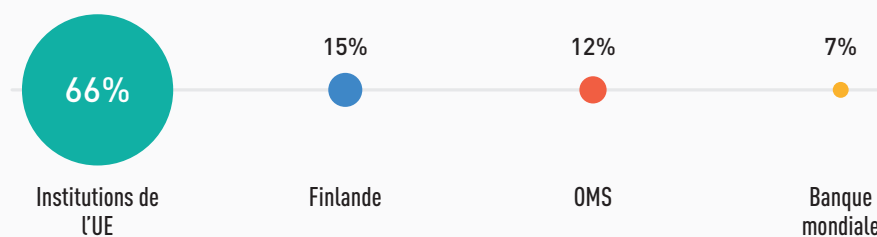
A. Politiques et outils pour l'alignement des partenaires

Le document stratégique de Sao Tomé-et-Principe est l'Agenda de transformation à l'horizon 2030, qui s'appuie sur la vision du pays contenue dans « Sao Tomé-et-Principe 2030 : le pays que nous devons construire. » Dans ces documents, le gouvernement a déterminé ses priorités de développement, y

compris les ODD. L'Agenda est axé sur neuf aspirations thématiques et légitimes des citoyens qui sont liées aux quatre thèmes transversaux : l'état de droit, la démocratie, la croissance durable et le développement humain. Au niveau institutionnel, les acteurs définissent leurs priorités et assument la

responsabilité de leur mise en œuvre et de leur suivi. Les plans et stratégies sectorielles prennent en compte les accords nationaux, régionaux et internationaux (par exemple, la Charte des politiques d'éducation ou la Stratégie de la protection sociale).

Principaux partenaires au développement dans ce cycle de suivi (selon versements indiqués)



 **Non**
Participation au suivi 2014

 **Non**
Existence d'une politique nationale de coopération

B. Gouvernance et gestion des finances et de la coopération pour le développement

Il est largement convenu qu'une politique de coopération plus étroite est nécessaire. En effet, certains problèmes de gestion relatifs aux finances ont affecté le renforcement permanent de la confiance avec les partenaires étrangers, ce qui pourrait conduire à une diminution du montant accordé. En outre, les capitaux étrangers et les politiques économiques des dernières années n'ont pas été suffisants pour améliorer le développement économique et social local. Cela a entraîné une diminution significative de l'aide étrangère dédiée au financement de la croissance et à la réduction de la pauvreté. De même, les versements se sont révélés inférieurs aux montants convenus et le pays manque de capacités nationales pour demander des fonds. Ainsi, en vue de renforcer les capacités de coordination et de gestion, le seizième gouvernement a prévu le lancement de l'Agence nationale pour la coopération.

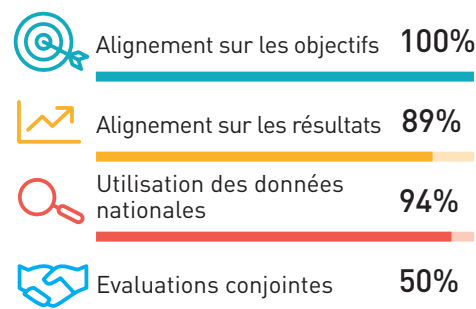
L'Agence représentera une structure visant à garantir une meilleure absorption de l'aide étrangère, à améliorer la communication et la coordination entre les partenaires au développement, et à assurer un contrôle et un suivi permanents des programmes et des projets prévus. Plusieurs systèmes sont mis en place dans les principales institutions de surveillance. C'est le cas 1) du système SAFE (système de gestion financière de l'État) au Ministère des Finances, qui fournira des données sur les montants effectivement versés et qui permettra l'harmonisation des règles de contrôle financier pour un système davantage transparent et responsable ; et 2) du système SISA (système d'information et de suivi de l'aide) au Ministère de l'Économie et de la Coopération, qui compilera des données sur tous les projets et les programmes approuvés et qui garantira la collecte d'informations pertinentes dans les secteurs concernés.

3. Appropriation nationale

Indicateur 1. Alignement et utilisation du cadre de résultats du pays par les partenaires

En 2015, 100 % de la coopération au développement rapportée était alignée sur les objectifs nationaux inclus dans le principal document stratégique du pays et dans les plans stratégiques sectoriels. La plupart de la coopération au développement (89 %) utilise le cadre de résultats du pays et

94 % utilise les données nationales du pays. Dans la moitié des évaluations finales de projets prévues, le gouvernement a joué un rôle, principalement en définissant le champ d'application. Ceci doit être amélioré car seulement 67 % des projets avaient prévu une évaluation finale.

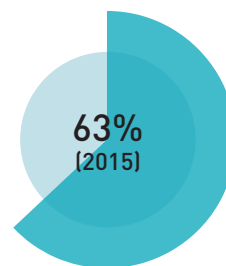


Indicateur 6. La coopération au développement est inscrite au budget (soumis à l'examen parlementaire)

Selon les résultats enregistrés lors du deuxième cycle de suivi, seule 63 % de la coopération au développement prévue pour le secteur public a été inscrite au budget du gouvernement, ce qui indique la nécessité d'inscrire l'aide au budget pour améliorer la responsabilisation et l'appropriation nationale. Alors que les versements du FIDA ont été intégralement inscrits au budget, les fonds de l'UE et de l'OMS n'y ont été que partiellement inscrits. Chaque financement délivré dans le cadre de ces fonds est intégré dans son propre programme et est

soumis à son propre calendrier, qui varie en fonction de la situation structurelle et politique (élections), de l'institution ou du pays partenaire, et des procédures techniques requises pour son approbation. Ainsi, la coordination est parfois insuffisante entre les délais d'approbation du financement et l'intégration de ces informations dans le budget national. Le nombre important d'acteurs nationaux demandant une aide à la coopération à des partenaires étrangers accroît le risque d'informations incomplètes lors du suivi et de l'inscription ultérieure au budget.

Pourcentage au budget



Indicateurs 9 et 10. Utilisation des systèmes nationaux

L'utilisation par Sao Tomé-et-Principe des systèmes publics de gestion financière et d'approvisionnement démontre que l'on peut encore mieux faire, avec un pourcentage total de 19 % seulement pour le budget, les rapports financiers et les audits, et de 20 % pour

l'utilisation des systèmes d'achats. S'agissant de l'Évaluation des politiques et institutions nationales (EPIN), Sao Tomé-et-Principe a obtenu la note de 3, laquelle demeure stable depuis 2005. En revanche, la situation est différente pour le déliement de l'aide publique

au développement, où une augmentation a été enregistrée : de 70 % en 2013 à 74 % en 2014. Néanmoins, il est important de maintenir la tendance positive dans le déliement de l'aide publique au développement.

	Budget (idéal: 100%)	Rapports financiers (idéal: 100%)	Audit (idéal: 100%)	Achats (idéal: 100%)	EPIN* (maximum: 6)	Déliement (idéal: 100%)
INDICATEUR 9B.	19%	19%	19%	20%		
INDICATEURS 9A ET 10.					3,0	74%

* Evaluation des politiques et institutions nationales

4. Partenariats inclusifs pour le développement

Indicateurs 2 et 3. Favoriser les partenariats inclusifs pour le développement

Le seizième gouvernement de Sao Tomé-et-Principe a engagé des consultations participatives avec un large éventail de parties prenantes, y compris les OSC, pour décider des principales actions du gouvernement et des partenaires au développement et pour établir conjointement le budget de l'État. Les négociations relatives au financement public du développement et les consultations entre le gouvernement et les partenaires au développement se déroulent principalement dans le cadre de la Commission bilatérale mixte. Au niveau national, les OSC se sont

organisées en groupes, tels que la Fédération des organisations non gouvernementales (FONG), l'Association entrepreneuriale de Sao Tomé-et-Principe (AESTP), l'Association des jeunes entrepreneurs et de l'esprit d'entreprise, et la Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et de Services, qui ont été les principaux intervenants lors des consultations relatives au financement public au développement. En outre, afin d'atteindre l'objectif de l'État qui est de renforcer les capacités des techniciens disponibles, ces organisations ont été régulièrement

invitées à prendre part à des cours de formation dispensés par des partenaires étrangers comme le Japon, la Thaïlande et Singapour ; l'objectif est de valoriser le capital humain et d'assurer un secteur privé fort et complémentaire qui peut contribuer au développement du pays. En outre, le seizième gouvernement a soutenu plusieurs initiatives de la société civile, telles que INNOVATE 2016 et TEC-INOV 2016, pour améliorer le secteur économique et promouvoir la technologie et l'innovation dans le pays.

Indicateur 8. Égalité homme-femme

Le Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe adhère au principe de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes et a publié une déclaration officielle à ce sujet. Les allocations budgétaires qui tiennent compte de l'égalité entre les sexes sont soumises à un suivi régulier. Une unité spéciale, l'Institut national pour la promotion de l'égalité et

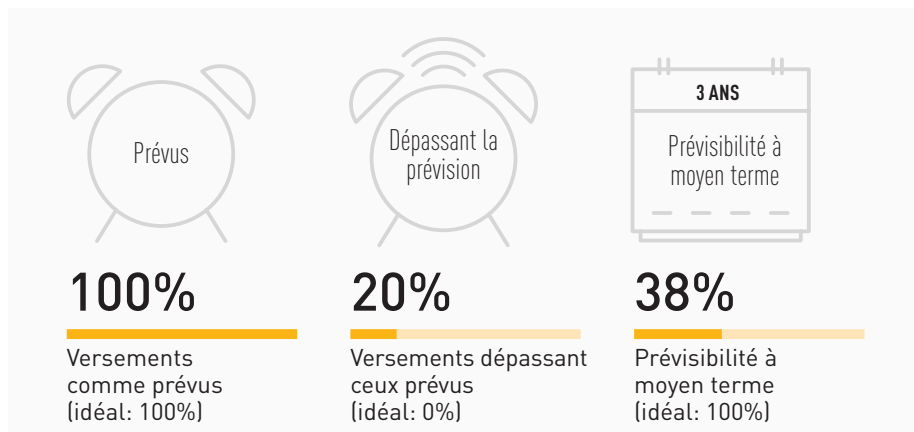
l'équité entre les sexes (INPG), a été créée pour gérer le budget alloué, ainsi que pour encourager des organisations internationales telles que le FNUAP et le PNUD à entreprendre des programmes qui prévoient l'inclusion d'une composante sexospécifique à tous les niveaux de coopération pour assurer l'égalité effective des femmes et des

hommes dans les responsabilités politiques, économiques et sociales. En outre, elle vise essentiellement à garantir l'amélioration des cadres institutionnels et sociaux pour la protection des droits des femmes et des filles, par une approche auprès des groupes de jeunes, des médias et des associations professionnelles.

5. *Transparence et redevabilité*

Indicateur 5. La coopération au développement est plus prévisible

Selon les rapports du gouvernement et des partenaires, y compris l'UE, le FIDA, la Banque mondiale et l'OMS, l'ensemble de la coopération au développement prévue au cours de l'année a été versée en temps opportun ; ce qui indique une excellente prévisibilité annuelle. Cependant, seulement 38 % de la coopération au développement est prévisible pour les trois prochains exercices, ce qui nécessite une meilleure communication entre les partenaires et le gouvernement sur la prévisibilité à moyen terme.



Indicateur 7. Redevabilité mutuelle

Sao Tomé-et-Principe a participé à l'Enquête sur la redevabilité mutuelle 2015/2016. Les politiques de coopération au développement sont définies dans le programme général du gouvernement. En octobre 2015, le gouvernement a publié les grandes lignes de l'Agenda de transformation du pays avec une vision jusqu'en 2030. Les actions publiques

sont axées autour de quatre domaines clés visant à stimuler l'économie du pays grâce à l'aide publique au développement apportée par les partenaires. Les principales réformes et les projets prioritaires sont mesurables par rapport aux objectifs et cibles spécifiques. Le seizième gouvernement a également adopté une politique plus affirmée en matière de

coordination entre les partenaires, où la Direction de la coopération internationale (qui doit être remplacée par l'Agence nationale pour la coopération) a renforcé son rôle de suivi en mettant en œuvre un examen des données bilatérales et une vérification des informations pour l'établissement de rapports.

Priorités nationales pour l'avenir

“

Le gouvernement actuel démontre son engagement total envers la mise en œuvre de son programme, principalement axé sur la croissance économique pour augmenter les possibilités d'emploi, la cohésion sociale et la crédibilité extérieure. S'agissant de la coopération, l'objectif est d'attirer de nouveaux partenaires, de renforcer les relations diplomatiques déjà existantes et de prendre des mesures supplémentaires, telles que : améliorer l'image du pays grâce à une participation plus active et efficace dans les forums mondiaux et régionaux ; renforcer les relations avec les partenaires étrangers ; mettre l'accent sur le renforcement des capacités et la consolidation du capital humain ; et promouvoir des infrastructures critiques pour le développement du pays. À cet égard, nous nous référons à la décision de mettre en place l'Agence nationale pour la coopération, qui vise à améliorer la coordination entre tous les secteurs et toutes les parties prenantes ainsi que les partenaires étrangers. Les résultats obtenus, notamment la mise en place de systèmes de suivi numérique, permettront d'assurer la production de données plus précises et plus variées pour la réalisation des évaluations futures.

”

Carlos Castro, Coordonnateur national
Ministère de l'Économie et de la Coopération internationale, Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe

Clause de non-responsabilité Ce document a été élaboré à partir des données recueillies dans le cadre d'une participation volontaire au deuxième cycle de suivi du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement et, pour la section consacrée au Contexte du pays, à partir d'autres informations librement accessibles en ligne. Les points de vue exprimés ici ne peuvent être utilisés ou cités en tant que source officielle d'informations du PNUD.

Par commodité, le terme « pays » est utilisé pour désigner les pays et territoires ayant participé au deuxième cycle de suivi. Le fait de participer à cette procédure et d'être mentionné en tant que participant dans le présent document n'affecte en rien le statut ou la reconnaissance au niveau international d'un pays ou d'un territoire donné.